

Accusé de réception en préfecture
095-200058485-20220412-D-2022-34-DE
Date de télétransmission : 12/04/2022
Date de réception préfecture : 12/04/2022



COMPTE
ADMINISTRATIF DU
BUDGET PRINCIPAL
2021

Sommaire

Introduction.....	3
I. Dépenses de fonctionnement	5
II. Recettes de fonctionnement.....	7
III. Dépenses d'investissement.....	9
IV. Recettes d'investissement.....	11
V. Présentation par politique publique	13
VI. Etat de la dette au 31/12/2021	15

Introduction

Le compte administratif présente les résultats de l'exécution du budget.

Section d'investissement

Le déficit de la section d'investissement est de 3 623 910,34 € et se définit comme suit :

	INVESTISSEMENT		
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédents	Solde (recettes-dépenses)
Résultats reportés	767 131,79	0,00	-767 131,79
Opérations de l'exercice	18 182 181,00	15 325 402,45	-2 856 778,55
TOTAUX	18 949 312,79	15 325 402,45	-3 623 910,34

Le montant des reports d'investissement de 2021 à 2022 en dépenses est de 10 090 031,22 €.

Le montant des reports d'investissement de 2021 à 2022 en recettes est de 1 884 995,60 €.

Section de fonctionnement

L'excédent de la section de fonctionnement est de 13 403 692,52 € et se définit comme suit :

	FONCTIONNEMENT		
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Solde (recettes-dépenses)
Résultats reportés	0,00	7 070 484,81	7 070 484,81
Opérations de l'exercice	125 195 854,23	131 529 061,94	6 333 207,71
TOTAUX	125 195 854,23	138 599 546,75	13 403 692,52

Reprise du résultat

Le résultat du compte administratif sera repris lors du vote du budget primitif 2022. L'affectation de l'excédent de la section de fonctionnement est la suivante :

Affectation du résultat de fonctionnement	
En section d'investissement au compte 1068	11 828 945,96
En section de fonctionnement au compte 002	1 574 746,56
TOTAL	13 403 692,52

Le résultat global, toutes sections confondues, hors report, est de **9 779 782,18 €**.

Le résultat global, toutes sections confondues, y compris les reports d'investissement, est de **1 423 216,29 €**.

L'évolution de l'épargne

	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Recettes réelles de fonctionnement (a)	123 553 407 €	128 042 011 €	129 735 639 €
Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts) (b)	115 383 208 €	118 540 448 €	120 460 001 €
Epargne de Gestion (c)=(a)-(b)	8 170 198 €	9 501 563 €	9 275 639 €
Intérêts de la dette (d)	928 569 €	690 168 €	733 751 €
Epargne Brute (e)=(c)-(d)	7 241 629 €	8 811 395 €	8 541 887 €
Capital de la dette (f)	3 449 850 €	3 635 691 €	3 740 131 €
Epargne nette (g)=(e)-(f)	3 791 779 €	5 175 704 €	4 801 756 €

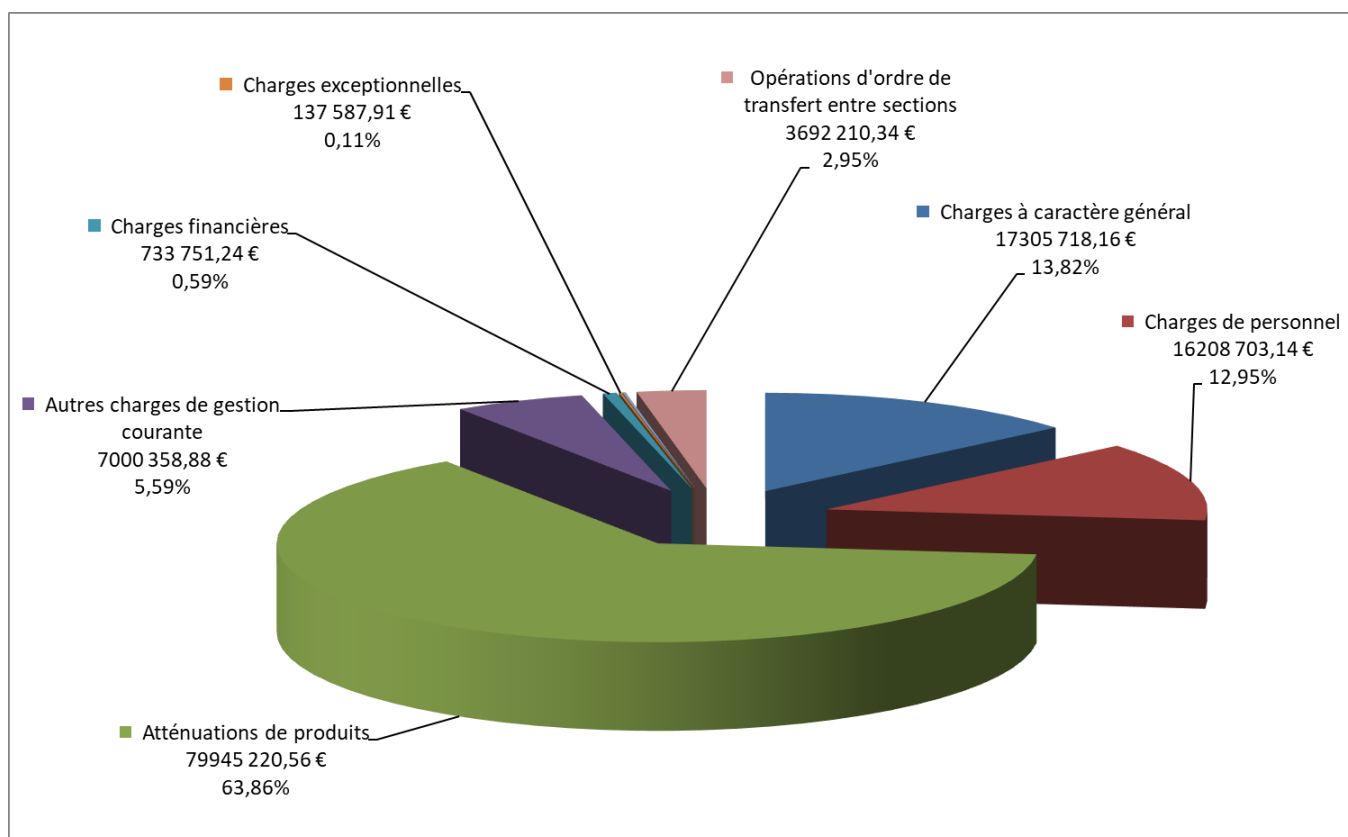
La capacité de désendettement au 31/12/2021 (dette/épargne brute) est de 4,3 ans, alors que le plafond national de référence pour les EPCI est de 12 années.

I. Dépenses de fonctionnement

Evolution des dépenses de fonctionnement par chapitre budgétaire

Chapitre	Libellé chapitre	CA 2020	CA 2021	Evolution	Répartition
011	Charges à caractère général	18 439 680,35 €	17 305 718,16 €	-6,15%	13,82%
012	Charges de personnel	16 064 067,43 €	16 208 703,14 €	0,90%	12,95%
014	Atténuations de produits	78 022 113,00 €	79 945 220,56 €	2,46%	63,86%
65	Autres charges de gestion courante	6 014 587,61 €	7 000 358,88 €	16,39%	5,59%
66	Charges financières	690 167,57 €	733 751,24 €	6,31%	0,59%
67	Charges exceptionnelles	70 633,96 €	137 587,91 €	94,79%	0,11%
68	Dotations aux provisions	0,00 €	172 304,00 €		0,14%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 346 138,20 €	3 692 210,34 €	57,37%	2,95%
TOTAL		121 647 388,12 €	125 195 854,23 €	2,92%	100,00%

Répartition des dépenses de fonctionnement



Décomposition des dépenses de fonctionnement

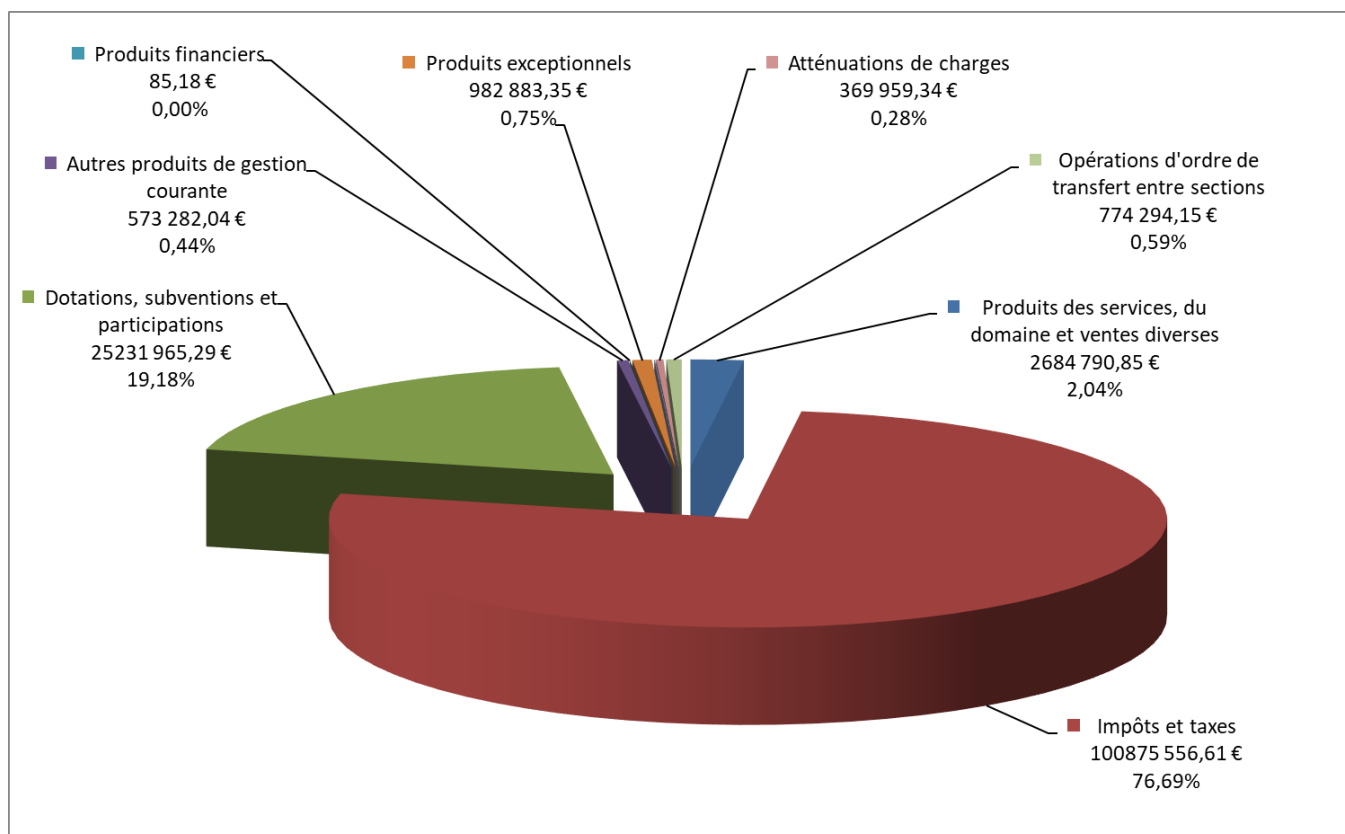
Chapitre	Libellé	Montant voté (BP+DM)	CA 2021
011	Charges à caractère général		
	Les postes budgétaires les plus importants concernent les transports urbains (4 255 K€), l'éclairage public (4 208 K€), les centres aquatiques (2 064 K€), l'assainissement (1 147 K€), les voiries (972K€), la lecture publique (818 K€), la sécurité (745 K€), les espaces verts (534 K€), le développement économique (303 K€), la gestion des aires d'accueil des gens du voyage (299 K€) et la communication (145 K€). A ces dépenses s'ajoutent les frais engendrés par les charges générales liées au fonctionnement des services.	19 280 710,89 €	17 305 718,16 €
012	Charges de personnel		
	Les secteurs les plus importants concernant les dépenses de personnel sont les centres aquatiques (3 834 K€), la lecture publique (3 439K€), la sécurité (2 700 K€), les services techniques (754 K€), le développement économique (851 K€) et les aires d'accueil des gens du voyage (394 K€).	17 205 818,42 €	16 208 703,14 €
014	Atténuations de produits		
	Il s'agit des attributions de compensation versées aux communes (37 880 K€), du versement aux syndicats de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (27 310 K€), du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) (9 705 K€), de la Dotation de Solidarité Communautaire (4 671 K€) et les dégrèvements (379 K€).	79 967 187,56 €	79 945 220,56 €
65	Autres charges de gestion courante		
	Ces dépenses concernent notamment la contribution aux Syndicats d'Assainissement (3 275 K€), les indemnités et cotisations versées aux élus (879 K€), la GEMAPI (800 K€), les subventions en matière de développement économique (766 K€), en matière d'environnement (notamment la participation pour l'entretien du domaine des buttes du Parisis et la contribution au syndicat d'aménagement de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt) (629 K€) et les subventions en matière de politique de la ville (332 K€).	7 083 513,13 €	7 000 358,88 €
66	Charges financières		
	Ces charges concernent les intérêts de la dette versés pour les emprunts bancaires.	886 000,00 €	733 751,24 €
67	Charges exceptionnelles		
	Il s'agit essentiellement des remboursements d'abonnement aux usagers des piscines (52 K€) et des bourses pour les internes de médecine générale (38K€).	389 280,37 €	137 587,91 €
68	Dotations aux provisions		
	Il s'agit de la constitution de provisions pour risques et charges.	176 000,00 €	172 304,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		
	Il s'agit des dotations aux amortissements et des opérations d'ordre pour les cessions.	2 200 000,00 €	3 692 210,34 €
TOTAL		127 188 510,37 €	125 195 854,23 €
023	Virement à la section d'investissement		
	Il s'agit du montant de l'autofinancement. Ce chapitre ne donne pas lieu à une exécution budgétaire.	9 085 168,44 €	0,00 €

II. Recettes de fonctionnement

Evolution des recettes de fonctionnement par chapitre budgétaire

Chapitre	Libellé chapitre	CA 2020	CA 2021	Evolution	Répartition
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 349 813,04 €	2 684 790,85 €	-19,85%	2,04%
73	Impôts et taxes	97 050 855,05 €	100 875 556,61 €	3,94%	76,69%
74	Dotations, subventions et participations	26 771 169,39 €	25 231 965,29 €	-5,75%	19,18%
75	Autres produits de gestion courante	477 181,65 €	573 282,04 €	20,14%	0,44%
76	Produits financiers	8,08 €	85,18 €	954,21%	0,00%
77	Produits exceptionnels	216 564,95 €	982 883,35 €	353,85%	0,75%
78	Reprises sur provisions	0,00 €	36 245,13 €		0,03%
013	Atténuations de charges	392 984,06 €	369 959,34 €	-5,86%	0,28%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 780,00 €	774 294,15 €	1455,43%	0,59%
TOTAL		128 308 356,22 €	131 529 061,94 €	2,51%	100,00%

Répartition des recettes de fonctionnement (hors résultat de fonctionnement reporté)



Décomposition des recettes de fonctionnement

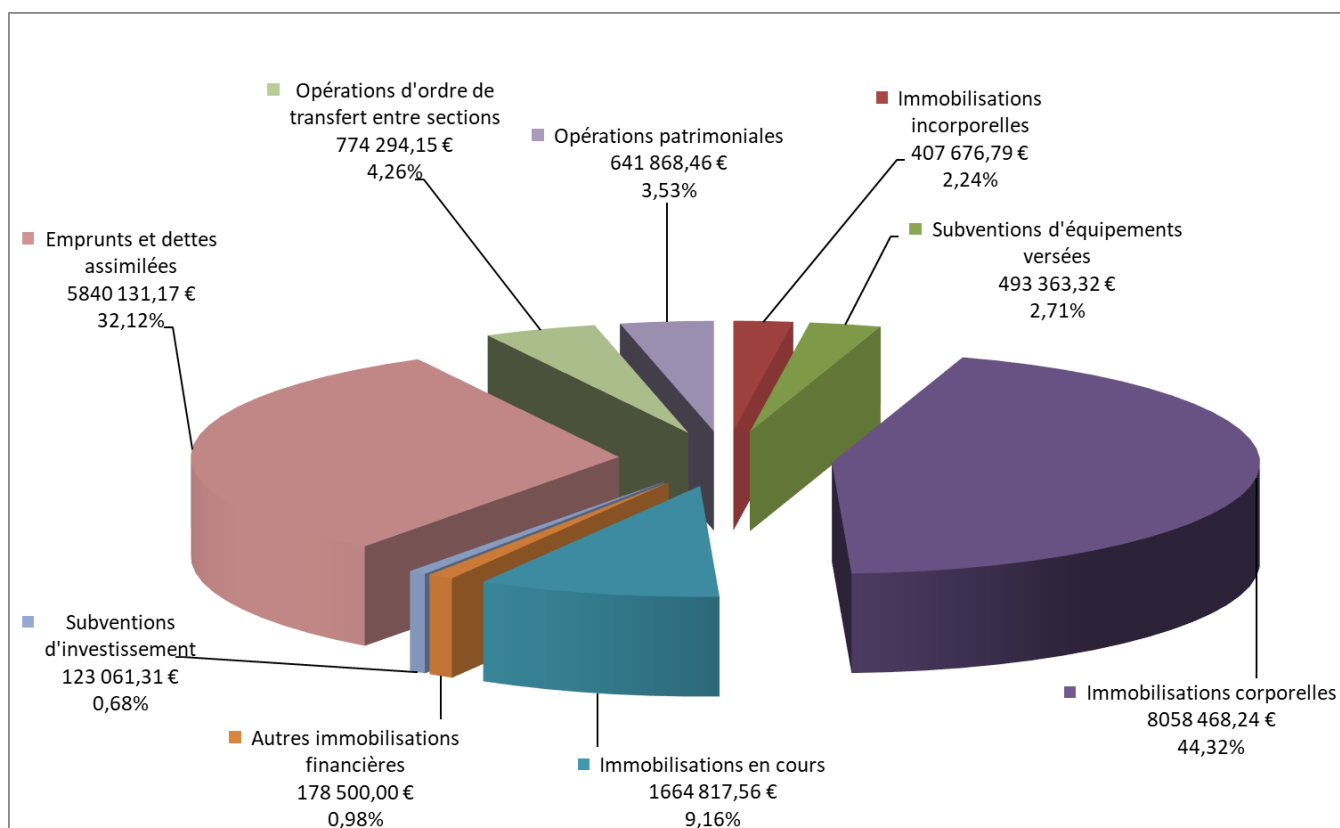
Chapitre	Libellé	Montant voté (BP+DM)	CA 2021
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses		
	Il s'agit des recettes liées aux services mutualisés (dont brigades de police (715 K€), caméras nomades (133 K€), dépôts sauvages (69 K€), SIG (65 K€), salubrité (16 K€), groupement de commandes (10 K€) et informatique (8 K€)), aux centres aquatiques (713 K€), aux redevances dans les gares routières (327 K€), aux redevances des usagers des aires d'accueil (241 K€), aux parkings (203 K€), aux remboursements de personnel (108 K€), les bornes de recharge IRVE (55 K€) et aux bibliothèques (44 K€).	3 270 148,50 €	2 684 790,85 €
73	Impôts et taxes		
	Il s'agit de la taxe d'habitation (dont fraction de TVA) (39 082 K€), la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (27 764 K€), la cotisation foncière des entreprises (16 245 K€), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (11 372 K€), la TASCOM (3 716 K€), la taxe GEMAPI (956 K€), l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (780 K€), la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (252 K€), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (40 K€), la la taxe de séjour (40 K€) . Les rôles supplémentaires et autres impôts sont de 627 K€.	99 783 383,00 €	100 875 556,61 €
74	Dotations, subventions et participations		
	Il s'agit pour l'essentiel des dotations versées par l'Etat, à savoir la dotation de compensation de la "part salaires" de la taxe professionnelle (12 086 K€), la dotation d'intercommunalité (9 601 K€), l'allocation compensatrice relative à la taxe professionnelle et à la CET (1 685 K€) et le FCTVA de la section de fonctionnement (776 K€). Cela concerne également les subventions pour les aires d'accueil (309 K€), les transports (250 K€), la politique de la ville (153 K€), les bibliothèques (73 K€), l'aménagement (56 K€), le développement économique (53 K€), et l'entretien du parc Schlumberger (47 K€).	24 949 916,00 €	25 231 965,29 €
75	Autres produits de gestion courante		
	Ce montant correspond pour l'essentiel aux recettes locatives liées aux ateliers locatifs (472 K€) et à divers locaux (101 K€).	581 131,00 €	573 282,04 €
76	Produits financiers		
	Il s'agit des intérêts concernant des parts sociales.	0,00 €	85,18 €
77	Produits exceptionnels		
	Il s'agit notamment des cessions (815 K€),et différentes écritures relatives à différents contentieux.	207 370,37 €	982 883,35 €
78	Reprises sur provisions		
	Il s'agit des reprises sur provisions relatives à la gestion de la dette.	36 245,13 €	36 245,13 €
013	Atténuations de charges		
	Il s'agit de remboursements sur rémunérations du personnel (189 K€) et de la participation des agents pour les chèques déjeuner (181 K€).	330 000,00 €	369 959,34 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		
	Il s'agit des opérations d'ordre relatives aux cessions (742 K€) et à l'amortissement des subventions transférables (32 K€).	45 000,00 €	774 294,15 €
TOTAL		129 203 194,00 €	131 529 061,94 €
002	Résultat de fonctionnement reporté		
	Ce montant constitue le résultat de fonctionnement 2020 reporté en 2021.	7 070 484,81 €	7 070 484,81 €

III. Dépenses d'investissement

Dépenses d'investissement par chapitre budgétaire

Chapitre	Libellé chapitre	CA 2020	CA 2021	Evolution	Répartition
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	20 390,17 €	0,00 €	-100,00%	0,00%
20	Immobilisations incorporelles	590 812,19 €	407 676,79 €	-31,00%	2,24%
204	Subventions d'équipements versées	720 633,20 €	493 363,32 €	-31,54%	2,71%
21	Immobilisations corporelles	8 651 393,87 €	8 058 468,24 €	-6,85%	44,32%
23	Immobilisations en cours	1 145 279,97 €	1 664 817,56 €	45,36%	9,16%
27	Autres immobilisations financières	300 000,00 €	178 500,00 €	-40,50%	0,98%
13	Subventions d'investissement	0,00 €	123 061,31 €		0,68%
16	Emprunts et dettes assimilées	3 635 691,16 €	5 840 131,17 €	60,63%	32,12%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 780,00 €	774 294,15 €	1455,43%	4,26%
041	Opérations patrimoniales	1 036 227,53 €	641 868,46 €	-38,06%	3,53%
TOTAL		16 150 208,09 €	18 182 181,00 €	12,58%	100,00%

Répartition des dépenses d'investissement



Décomposition des dépenses d'investissement

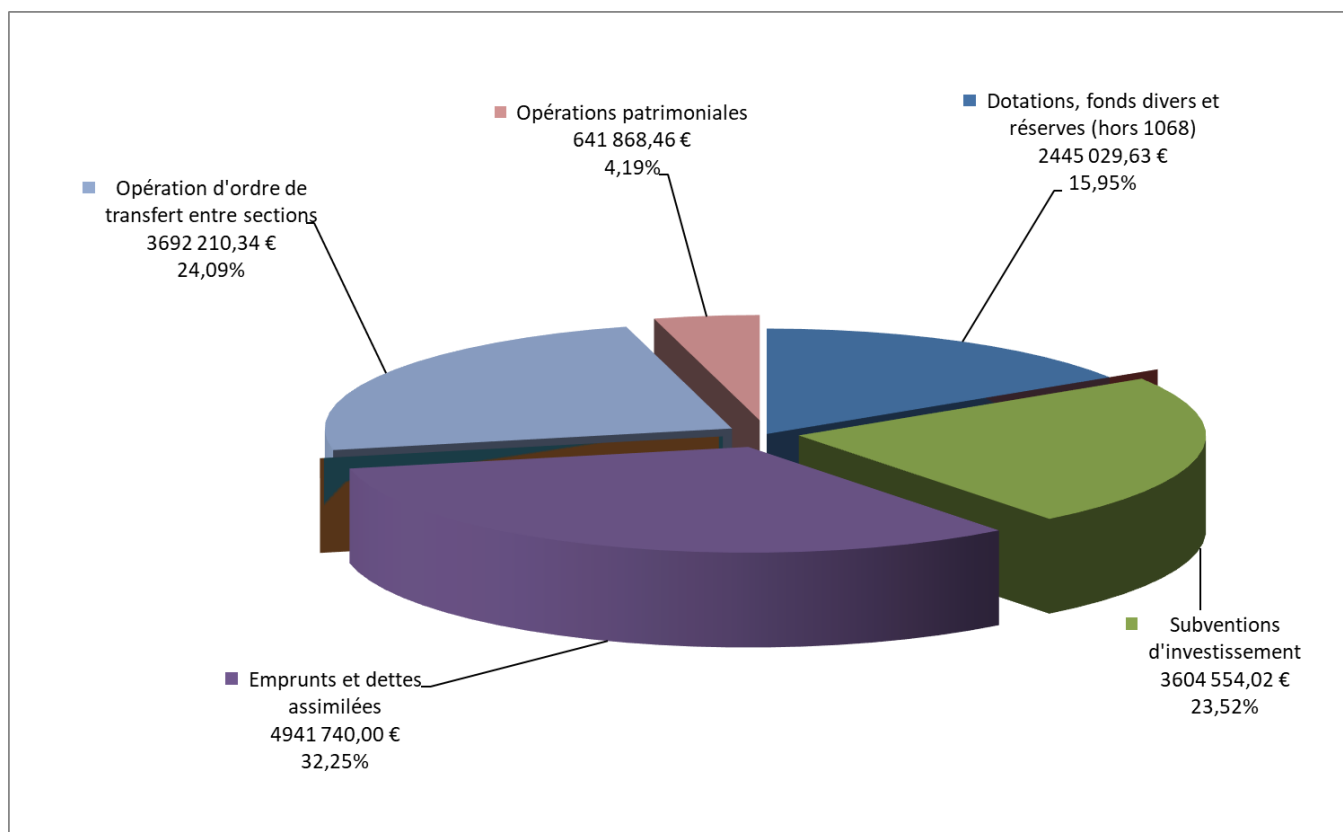
Chapitre	Libellé	Montant voté (BP+DM)	CA 2021	Reports
20	Immobilisations incorporelles			
	Il s'agit notamment des logiciels et licences informatiques (133 K€), des études relatives aux berges de Seine (130 K€), des études en matière de transports (60 K€), des études relatives au Bois Barrachin (26 K€), des études pour les voiries et les espaces verts (25 K€) et des études relatives à la future piscine olympique (12 K€). Les reports concernent notamment les études en matière de sécurité (154 K€), les études en matière de transport (67 K€), les études relatives à la future piscine olympique (60 K€), les études relatives au décret tertiaire (50 K€) ou encore la refonte du site internet (35 K€).	1 245 965,50 €	407 676,79 €	476 429,63 €
204	Subventions d'équipement versées			
	Il s'agit des fonds de concours pour les communes membres (429 K€) et des subventions liées à l'habitat (65 K€). Les opérations budgétées qui n'ont pas été réalisées sont notamment les fonds de concours pour les communes membres. Les reports concernent une participation en matière de voirie (50 K€).	1 617 000,00 €	493 363,32 €	50 000,00 €
21	Immobilisations corporelles			
	Il s'agit entre autres de l'éclairage public (2 484 K€), de la sécurité (2 064 K€), des travaux de réaménagement et d'entretien de la voirie (1 141 K€), de la lecture publique (927 K€), des transports (419 K€), du développement économique (242 K€), du matériel informatique (210 K€) et des centres aquatiques (187 K€), et des espaces verts (180 K€). Les reports concernent notamment l'éclairage public (1 680 K€), les travaux de réaménagement et d'entretien de la voirie (1 314 K€), le transport (762 K€), la sécurité (436 K€), les espaces verts (427 K€), les centres aquatiques (162 K€) et la lecture publique (72 K€).	15 556 725,44 €	8 058 468,24 €	5 141 385,07 €
23	Immobilisations en cours			
	Il s'agit du futur centre aquatique à dimension olympique (1 327 K€) et des avances sur marchés (338 K€). Les reports concernent également la piscine à dimension olympique.	6 090 000,00 €	1 664 817,56 €	4 422 216,52 €
27	Autres immobilisations financières			
	Il s'agit du fonds de résilience à destination des entreprises du territoire.	178 500,00 €	178 500,00 €	0,00 €
13	Subventions d'investissement reçues			
	Il s'agit de la régularisation relative des titre émis en 2015.	123 061,31 €	123 061,31 €	0,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées			
	Il s'agit du remboursement en capital des emprunts (3 724 K€), d'une opération de refinancement d'un prêt structuré (2 100 K€) et des cautions (16 K€).	6 302 000,00 €	5 840 131,17 €	0,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections			
	Il s'agit des opérations d'ordre relatives aux cessions (742 K€) et à l'amortissement des subventions transférables (32 K€).	45 000,00 €	774 294,15 €	0,00 €
041	Opérations patrimoniales			
	Il s'agit principalement des écritures d'ordre relatives au changement de chapitre budgétaire des études d'investissement après réalisation des travaux.	2 900 000,00 €	641 868,46 €	0,00 €
TOTAL		34 058 252,25 €	18 182 181,00 €	10 090 031,22 €
001	Résultat d'investissement reporté			
	Ce montant constitue le solde de la section d'investissement reporté de l'exercice N-1.	767 131,79 €	767 131,79 €	

IV. Recettes d'investissement

Recettes d'investissement par chapitre budgétaire

Chapitre	Libellé chapitre	CA 2020	CA 2021	Evolution	Répartition
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	5 303 174,59 €	2 445 029,63 €	-53,89%	15,95%
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	10 259 508,48 €	0,00 €	-100,00%	0,00%
13	Subventions d'investissement	2 924 272,98 €	3 604 554,02 €	23,26%	23,52%
16	Emprunts et dettes assimilées	3 509 123,00 €	4 941 740,00 €	40,83%	32,25%
21	Immobilisations corporelles	11 880,00 €	0,00 €	-100,00%	0,00%
27	Autres immobilisations financières	252 260,00 €	0,00 €	-100,00%	0,00%
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	2 346 138,20 €	3 692 210,34 €	57,37%	24,09%
041	Opérations patrimoniales	1 036 227,53 €	641 868,46 €	-38,06%	4,19%
TOTAL		25 642 584,78 €	15 325 402,45 €	-40,23%	100,00%

Répartition des recettes d'investissement



Décomposition des recettes d'investissement

Chapitre	Libellé	Montant voté (BP+DM)	CA 2021	Reports
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)			
	Il s'agit de la récupération de la TVA sur les dépenses d'investissement.	1 940 000,00 €	2 445 029,63 €	0,00 €
024	Produits des cessions d'immobilisations			
	Ce chapitre est utilisé pour les prévisions budgétaires mais ne donne pas lieu à exécution budgétaire (cf. nature comptable 775).	810 000,00 €	0,00 €	0,00 €
13	Subventions d'investissement reçues			
	Il s'agit des subventions en matière de transport (1 692 K€), d'éclairage public (582 K€), de voiries (520 K€), de sécurité (335 K€), d'espaces verts (220 K€) et de bibliothèques (189 K€). Les reports concernent notamment les voiries (851 K€), les transports (354 K€), les bibliothèques (215 K€), les espaces verts (183 K€), les études en matière d'aménagement (123 K€) et la sécurité (50 K€).	5 976 629,53 €	3 604 554,02 €	1 884 995,60 €
16	Emprunts et dettes assimilées			
	Il s'agit des emprunts mobilisés (2 830 K€), d'une opération de refinancement d'un prêt structuré (2 100 K€) et des cautions (11 K€).	11 913 586,07 €	4 941 740,00 €	0,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections			
	Il s'agit des dotations aux amortissements et des opérations d'ordre pour les cessions.	2 200 000,00 €	3 692 210,34 €	0,00 €
041	Opérations patrimoniales			
	Il s'agit principalement des écritures d'ordre relatives au changement de chapitre budgétaire des études d'investissement après réalisation des travaux.	2 900 000,00 €	641 868,46 €	0,00 €
TOTAL		25 740 215,60 €	15 325 402,45 €	1 884 995,60 €
021	Virement de la section de fonctionnement			
	Il s'agit du montant de l'autofinancement. Ce chapitre ne donne pas lieu à exécution budgétaire.	9 085 168,44 €	0,00 €	

V. Présentation par politique publique

Le tableau ci-dessous présente les dépenses de fonctionnement et d'investissement par politique publique :

	Fonctionnement (hors RH) (en K€)	Dépenses de personnel (en K€)	Investissement (hors report) (en K€)	TOTAL (en K€)	en %
Centres aquatiques	2 121	3 834	1 526	7 481	14,58%
Eclairage public	4 238	128	2 484	6 850	13,35%
Lecture publique	828	3 439	930	5 197	10,13%
Transports	4 255	150	479	4 884	9,52%
Assainissement (Eaux pluviales)	4 421	0	0	4 421	8,62%
Vidéo protection	644	1 422	2 115	4 181	8,15%
Developpement économique	1 069	851	435	2 355	4,59%
Voiries et réseaux	972	164	1 160	2 296	4,47%
Police communautaire	103	1 280	33	1 416	2,76%
Environnement	656	439	130	1 225	2,39%
Espaces verts	534	147	292	973	1,90%
GEMAPI	799	0	0	799	1,56%
Aires d'accueil GDV	311	394	43	748	1,46%
Politique de la ville	392	81	0	473	0,92%
Parkings	343	52	65	460	0,90%
Aménagement	140	158	0	298	0,58%
Communication	145	131	0	276	0,54%
Habitat	62	101	65	228	0,44%
Tourisme	30	29	0	59	0,11%
Autres	2 243	3 408	1 046	6 697	13,05%
TOTAL	24 306	16 208	10 803	51 317	100,00%

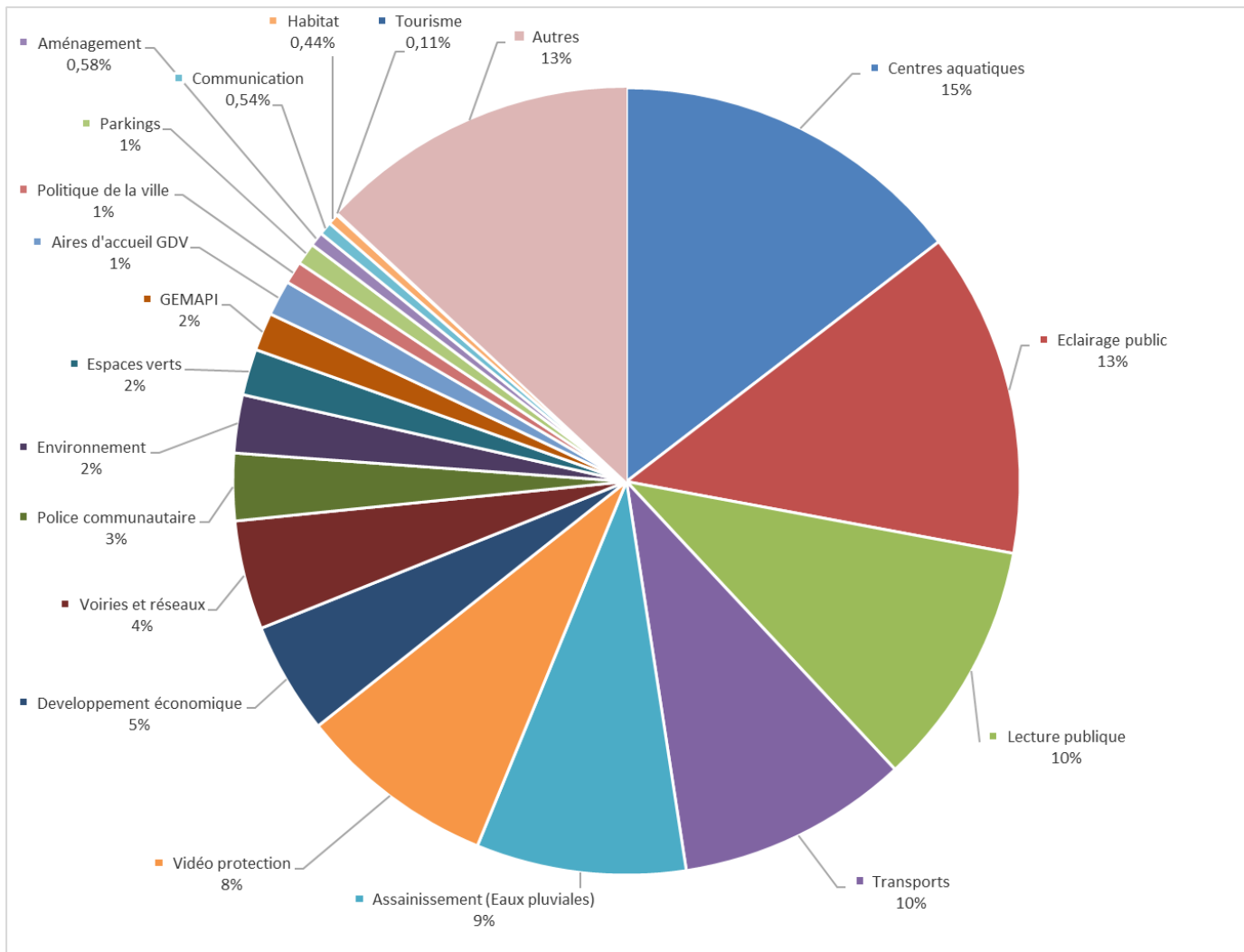
Les dépenses de fonctionnement (hors RH) correspondent au cumul des chapitres budgétaires 011 (charges à caractère générale), 65 (Autres charges de gestion courante) et 67 (charges exceptionnelles).

Les dépenses d'investissement correspondent aux dépenses d'équipements, soit les chapitres budgétaires 20 (immobilisations incorporelles), 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles) et 23 (immobilisations en cours), ainsi que le chapitre 27 (autres immobilisations financières).

Les principales dépenses prises en compte dans la catégorie « Autres » sont les suivantes :

- Fonctionnement (hors RH) : les indemnités d'élus, les subventions versées aux budgets annexes et les frais divers liés aux bâtiments administratifs (maintenance, nettoyage, assurance, frais informatiques, ...).
- Dépenses de personnel : les services ressources, la direction générale, le service communication, les tickets restaurants, les assurances du personnel, ...
- Les investissements (hors reports) : les fonds de concours versés aux communes, les investissements informatiques et les investissements liés aux bâtiments administratifs.

Répartition des dépenses par politique publique



VI. Etat de la dette au 31/12/2021

Le tableau ci-dessous présente l'état de la dette au 31/12/2021 :

Organisme prêteur	Date de signature	Nominal	Capital restant dû au 31/12/2021	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt
CAISSE D'EPARGNE	12/04/2006	4 000 000,00 €	1 670 383,33 €	6,26	Taux fixe à 4.1 %
CAISSE D'EPARGNE	28/12/2008	2 500 000,00 €	310 029,19 €	1,01	Taux fixe à 4.54 %
CAISSE D'EPARGNE	27/12/2007	4 000 000,00 €	849 666,07 €	2,26	Taux fixe à 4.15 %
CAISSE D'EPARGNE	22/12/2009	1 700 000,00 €	340 000,16 €	2,97	Euribor 3M + 0.44
CAISSE D'EPARGNE	15/12/2009	2 300 000,00 €	613 333,04 €	3,99	Euribor 1M + 0.44
SFIL CAFFIL	07/07/2010	104 000,00 €	31 000,92 €	3,75	Taux fixe à 2.1 %
SFIL CAFFIL	07/07/2010	362 000,00 €	107 907,08 €	3,75	Taux fixe à 2.1 %
CAISSE D'EPARGNE	16/02/2011	1 500 000,00 €	450 000,00 €	4,26	Taux fixe à 3.59 %
CAISSE D'EPARGNE	21/12/2011	1 070 000,00 €	418 449,09 €	4,97	Taux fixe à 3.35 %
CREDIT AGRICOLE	10/02/2011	3 000 000,00 €	850 000,00 €	4,21	Taux fixe à 3.92 %
CAISSE D'EPARGNE	18/09/2012	1 000 000,00 €	399 999,88 €	5,98	Taux fixe à 4.28 %
CREDIT AGRICOLE	30/11/2010	27 206,02 €	22 969,57 €	8,94	Taux fixe à 3.38 %
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/04/2013	500 000,00 €	214 996,31 €	5,42	Livret A + 0.6
CAISSE D'EPARGNE	09/10/2012	1 000 000,00 €	416 666,55 €	6,07	Taux fixe à 4.31 %
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/03/2014	1 573 014,54 €	1 362 806,14 €	24,33	Livret A + 1
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/03/2014	2 567 857,24 €	2 224 703,91 €	24,33	Livret A + 1
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/03/2014	2 830 106,39 €	2 451 907,62 €	24,33	Livret A + 1
SOCIETE GENERALE	21/12/2016	1 800 000,00 €	1 200 000,00 €	10,00	Taux fixe à 1.16 %
SFIL CAFFIL	22/05/2017	5 000 000,00 €	3 750 000,05 €	11,00	Taux fixe à 1.29 %
CAISSE D'EPARGNE	15/12/2017	5 000 000,00 €	3 750 000,05 €	11,18	Taux fixe à 1.06 %
CAISSE D'EPARGNE	13/12/2018	4 300 000,00 €	3 439 999,96 €	11,89	Taux fixe à 1.19 %
SFIL CAFFIL	20/07/2018	5 000 000,00 €	4 000 000,04 €	11,92	Taux fixe à 1.24 %
SOCIETE GENERALE	15/11/2019	3 500 000,00 €	3 091 666,62 €	13,17	Taux fixe à 0.4 %
SFIL CAFFIL	01/12/2020	2 700 000,00 €	2 700 000,00 €	14,75	Taux fixe à 0.35 %
SFIL CAFFIL	01/12/2020	2 230 000,00 €	2 230 000,00 €	5,75	Taux fixe à 1.6 %
TOTAL		59 564 184,19 €	36 896 485,58 €		